

péril très grave nous menace de ce côté. Nous devrions fermer notre ambassade d'Irlande pour protester. Nous ne servons pas l'intérêt public en dépensant des fonds dans un pays neutre, c'est-à-dire, ailleurs que dans un dominion britannique, mais nous faisons le jeu d'Hitler et les lumières de Dublin et d'autres villes lui permettent d'attaquer le pays de Galles et l'Angleterre.

En outre, je crois que nous devrions adopter une autre ligne de conduite à l'égard du gouvernement de Vichy. Nous devrions, sur ce point, suivre l'exemple de la Grande-Bretagne. On ne saurait agir de façons contradictoires en pareil cas. Nul ne sait combien de navires immatriculés au Canada et en Grande-Bretagne ont été perdus faute d'une protection suffisante que donnerait le droit d'utiliser ces ports pendant la guerre, ports qui, dans la lutte contre Napoléon, ont causé indirectement des dommages.

Parlons maintenant des Etats-Unis. Au sujet de ce crédit, qui représente une forte somme, je ferai remarquer que depuis près de deux ans—à bien dire depuis le début de la guerre—nous avons pu nous dispenser des services d'un représentant permanent là-bas. Nous avons eu grandement tort d'ouvrir cette ambassade, car ce geste a occasionné beaucoup de froissement entre la métropole et les Etats-Unis avant et après la dernière guerre. Nous apprécions ce que les Américains et leur noble président ont fait pour nous, mais il ne faut pas trop compter sur les autres. Il est plus sûr de se fier à soi-même. N'oublions pas que l'an dernier nous comptions sur la France et sur la ligne Maginot. Tout le monde disait que la ligne Maginot tiendrait jusqu'à ce que la Grande-Bretagne et les dominions fussent prêts, mais elle est tombée. Aujourd'hui, nous comptons sur la protection des Etats-Unis comme nous comptions sur la France l'an dernier. Je prétends que nous ferions mieux de compter davantage sur la métropole et sur les dominions dans la lutte actuelle, tant en Grande-Bretagne que dans la Méditerranée, car l'aide américaine peut arriver trop tard. M. Knudsen a causé une vive surprise aux membres du congrès des Etats-Unis en leur disant qu'il s'écoulerait deux ans avant que son pays pût se procurer des munitions et qu'il faudrait deux ans pour former les hommes, et entre temps la guerre prend une tournure fort dangereuse pour l'empire. Nul ne sait à qui notre pays appartiendra, même à l'expiration de l'année actuelle.

J'ai beaucoup de respect et d'admiration pour le peuple américain; sur ce point je ne le cède à aucun autre membre de la Chambre. Néanmoins, je crois, comme le disait en 1844

sir John A. Macdonald lors de nominations dans la ville de Kingston, que le sort présent et futur du peuple canadien doit être intimement lié à celui de la métropole et au maintien du lien britannique.

J'ai désapprouvé l'idée de céder des bases aériennes. Je ne puis comprendre cette cession de bases aériennes à Terre-Neuve et jusqu'en Guyane anglaise—bases que les Américains désiraient depuis un siècle et n'ont jamais pu obtenir, que lorsque l'Empire s'est trouvé en péril. Personne n'aurait jamais préconisé cette cession si l'on n'avait pas mis au rancart l'armée, la marine de guerre, et l'aviation militaire les meilleures du monde pour faire plaisir aux pacifistes et aux tenants de la sécurité collective. Si la Grande-Bretagne avait été armée, il n'y aurait pas eu de guerre. La cession de ces bases a suscité beaucoup d'opposition en Grande-Bretagne. D'aucuns disent que cela s'est fait à l'instigation du Canada. Si le fait est exact, je dis que le Canada a montré bien peu de jugement en conseillant une telle mesure, car après tout les Iles de la Manche et la Somalie sont aux mains de l'ennemi et aujourd'hui toutes les bases échelonnées depuis Terre-Neuve—clé du Saint-Laurent—jusqu'au golfe du Mexique, ont été louées pour une période de 99 ans, ce qui équivaut à une véritable cession,—en échange de navires démodés et d'une certaine quantité de munitions jusqu'ici payées comptant.

Une telle politique aura finalement pour effet de chasser la Grande-Bretagne de l'hémisphère occidental d'ici un siècle, et je réprouve la cession de parties de notre empire aux Etats-Unis. On ne sert ainsi les intérêts ni du peuple canadien ni de l'empire en général et je soutiens que cela résulte du fait que nous avons des ambassades distinctes, et de la mise au rancart, pour plaire aux pacifistes, de la plus belle armée, de la plus belle flotte et de la plus belle aviation qu'il y eut jamais.

Quand aux boursiers Rhodes, je n'ai rien à dire contre eux. De fait, je connais la plupart de ceux qui ont été choisis parmi les étudiants des universités canadiennes, et je suis certain que ce sont des gens estimables. Mais Cecil Rhodes n'a pas voulu que les principes préconisés par certains d'entre eux s'appliquent jamais à l'Empire ou ne s'attendait pas à ce qu'une telle tendance séparatiste prenne naissance. A mon avis, certains politiciens que nous envoyons comme ambassadeurs ont nui à nos ambassades. Ils ne connaissent rien de la diplomatie et n'ont pas reçu de formation. Un bon diplomate ne prononce jamais de discours, mais il travaille beaucoup. Il